

n° 38

mardi 12
juin 73

APL Nantes

bulletin régional de l'Agence de Presse Libération

- 2 - Calendrier
 - Annonces
 - Nouvelles brèves.
 - 3 - NANTES : manifestation contre le projet de "pénétrante Nord"
 - GUEMENE-PENFAO : le conflit continue à la C.I.G.
 - 4 - NANTES : 3 semaines de grève chez Drouin et ça continue.
 - 5 - LA CHAPELLE S/ ERDRE : pour avoir offert l'hospitalité l'été dernier à des étudiants étrangers, un agriculteur est trainé devant le tribunal.
 - 6 - SAINT-NAZAIRE : Babcock-Atlantique : rien n'est réglé.
- A / B / C / D / E : D o s s i e r L a r z a c .
- 7 - Suite de l'information sur Babcock.

Le bulletin APL ne peut vivre sans votre soutien. Nous sommes tous des correspondants APL. Par le bulletin, vous informez les autres secteurs de ce qui se passe dans votre entreprise, quartier, village, autour de vous. Ne manquez pas de nous envoyer un mot pour tout ce qui, se passant ailleurs, vous paraîtrait utile de connaître. Un simple tract est déjà une information !!

A.P.L.-INFORMATIONS - bulletin de l'Agence de Presse Libération. dir.: M. Clavel
14 rue de Bretagne, 75003 Paris, tél.: 508 84 42 - Imprimerie spéciale A.P.L.

Bureau régional : "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès, 44000 Nantes.

Abonnements (les 12 numéros, soit environ 3 mois) : à partir de 10 francs -
Organismes : 15 francs - Abt en nombre : 6 f. par exemplaire en plus -
(en timbres, ou en chèques à l'ordre de "Librairie 71")

Vente au numéro (1 franc) - Nantes : "Librairie 71".- St-Nazaire : librairie
"Le Tiers Livre", avenue de la République.

Permanence téléphonique : 75 52 64 (à partir de 18 heures sauf samedi et dimanche)

NANTES : A.G. du M.L.F. mercredi 13 à 20 h 30 au Foyer de la Jeune Travailleuse place Ste-Elizabeth.

NANTES : manifestation contre le projet de "pénétrante-Nord" et pour la défense de l'environnement samedi 16 juin à 15 h. Rendez-vous derrière la cathédrale.

NANTES : meeting pour la contraception et l'avortement libres et gratuits mardi 19 juin à 20 h 30 salle Paul Fort (place Talensac) organisé par l'association "Choisir", le Planning Familial, le M.L.F. et le C.A. Santé.

CHOLET : réunion de soutien aux peuples indochinois vendredi 15 au Café des Bains-Douches, rue de la Guillaumière (gare routière), organisé par le Front Solidarité Indochine, avec une information sur la lutte du peuple cambodgien.

REZE : réunion MFA mercredi 13 à 20h, 1 place des Filets : correspondances, le Congrès national des 23/24, revenu social, le crédit, autogestion, téléphone, espéranto

annonces

- Pendant l'été, le bulletin APL-nantes ne paraîtra pas forcément toutes les semaines, mais plutôt en fonction de l'actualité. Les abonnements sont à courir sur 12 numéros et non sur une durée précise.

- APL-paysans et APL-usines sont publiés chaque semaine au niveau national et contiennent les informations produites le bulletin national quotidien APL-informations concernant les paysans ou les entreprises. L'abonnement trimestriel : 20 fra,cs.

- "Aux arbres citoyens" bulletin des objecteurs de la région Ouest vient de publier son numéro 11/12 (1,30 franc). Au sommaire : des S.O.C. régionaux ; A.G. à Rennes les 16 et 17 juin ; Orléans : une A.G. mouvementée ; nouvelles de l'objection etc.

- contacts entre ouvriers et paysans pendant les vacances. (lu dans "Libération")

"Dans le but de développer les échanges entre ouvriers et paysans à l'occasion des congés annuels, nous nous organisons pour accueillir les gens intéressés par la campagne. Il s'agit d'une opération non-commerciale. Le terrain est mis gratuitement à la disposition des campeurs. Chaque agriculteur pourrait recevoir un maximum de 3 familles. Les emplacements de camping se situeraient à proximité d'un point d'eau potable. Les campeurs auraient quelques aménagements sommaires à effectuer. D'autre part, ils pourraient disposer des produits de la ferme (lait, légumes ..) au prix payé à la production.

Les buts d'une telle opération sont : - de permettre des échanges entre travailleurs, - de limiter les dépenses des familles, - d'éviter l'entassement des campings traditionnels, - d'établir une meilleure compréhension entre les paysans et les ouvriers." "Libération", 51 rue de la Montagne, Nantes.

nouvelles brèves

Lorient : 2 000 personnes sont venues à la fête de la nature le 3 juin. Les agro-biologistes de la région proposaient leurs produits ; il y avait aussi des stands sur la pollution, l'énergie nucléaire, les vaccinations, l'espéranto.

Rezé : mercredi 6, un ouvrier ancien délégué syndical de l'usine Colaréné (coop. laitière) donne une gifle à un chef de service qui le surveillait sans arrêt dans son travail. Conséquence : 2 jours de mise-à-pied. Les ouvriers de l'usine ont décidé de débrayer pour protester contre cette décision de la direction. Les autres usines du groupe ont exprimé leur solidarité.

NANTES : manifestation contre le projet de "pénétrante-Nord" /

L'Association Nantaise de Défense des Rives de l'Erdre communique :

"Au cours de la semaine (...), que vous soyez ou non membre de notre association, nous vous inviterons à manifester contre le projet de "pénétrante-Nord".

"Tout d'abord, mardi 12 juin, à 20h30, au Foyer de la Jeune Travailleuse, place Ste-Elizabeth, Assemblée Générale extraordinaire ayant pour but de changer le nom de l'association en "Association Nantaise de Défense de l'Environnement". En effet le titre choisi lors de la constitution a prêté à divers commentaires tendant à faire croire qu'il ne s'agissait que d'une association de riverains défendant leur tranquillité (à laquelle ils ont d'ailleurs bien droit) mais qui se disait que cette pénétrante pourrait bien se faire ailleurs.

"Or nous pensons que c'est le choix de réaliser des autoroutes urbaines, au détriment des transports en commun, qui doit être reconsidéré. En effet, il n'est pas concevable de penser que chacun pourra se déplacer en voiture dans les villes. Les nombreuses déclarations récentes concernant Paris (où pourtant seulement 20 % des habitants utilisent leur voiture pour se rendre à leur travail, et où, malgré cela, les autoroutes aussitôt réalisées sont embouteillées) confirment notre point de vue.

"D'ailleurs, l'agglomération nantaise compte actuellement 80 000 voitures. Il y en aurait 400 000 en l'an 2 000 (selon l'étude favorable aux "pénétrantes"). De plus, il ne faut pas oublier ceux qui ne pourront jamais posséder de voiture : jeunes, handicapés, personnes âgées, conjoints (rares sont les ménages qui peuvent s'offrir une deuxième voiture).

"Il n'était pas question de développer ici tous les arguments contraires au choix de la municipalité, mais d'expliquer en quelques mots l'évolution de notre association qui a découvert que la pénétrante était liée aux choix faits en matière de transports et d'urbanisme. Ce n'est donc pas un problème de quartier, mais un problème général.

"Il convient donc de l'ouvrir à tous les nantais intéressés, notamment ceux victimes ou futures victimes des élargissements de voies, de carrefours ou d'autres aménagements qui empoisonnent la vie des riverains. Déjà, de nombreuses personnes non touchées par ce projet de pénétrante sont venues d'elles-mêmes y adhérer. Le titre actuel sous-entend des intérêts particuliers, il convient de le changer.

Nous ferons également appel à vous en masse pour la manifestation que nous organisons samedi 16 juin à 15 h. dans le centre de la ville (rendez-vous derrière la cathédrale). En effet, nous avons pratiquement épuisé les interventions et démarches possibles. Le préfet doit prendre la décision définitive ce mois-ci. C'est donc peut-être notre dernière chance de nous faire entendre. Ne la laissons pas s'échapper, même si cela doit couter à certains de défiler dans les rues. Venez très nombreux !"

GUÉMENE-PENFAO : le conflit continué à la CIG. / (voir APL n° 33, 35, 36.)

Mardi 5 juin, deux des 6 licenciées ont été reprises. Mises sur une machine qu'elles ne connaissaient pas, attendant pour avoir du travail, elles sont inquiètes pour l'avenir. Appelées, au bureau, le patron leur précise bien qu'il s'agit d'une reprise à l'essai, et que si elles ne font pas le rendement, elles ne pourront être gardées plus d'un mois.

Réunion le soir d'une vingtaine de syndiquées, étonnées de ne pas être tenues au courant des événements depuis la rencontre CFDT-Direction du Travail-Syndicat Patronal il y a 15 jours. On décide d'organiser la section syndicale CFDT.

Deux ouvrières sont reprises "à l'essai" un mois le 3 juillet, 2 sont licenciées. La négociation a échoué; la CFDT abandonne la procédure de référé sur les conseils de l'avocat, mais suit l'affaire en prud'hommes et au tribunal d'instance. De toute façon, s'il y a indemnité de licenciement abusif, il n'y a pas réintégration. Il faut que les 6 ouvrières soient réintégrées sans condition. Le film "Coup pour coup" est projeté lundi 11 à 20h30 à l'école ménagère à Guémené. L'action continue.

Grève perlée chez Drouin depuis trois semaines : les transports de marchandises ou de voyageurs sont bloqués selon les jours disponibles en fin de semaine.

La grève touche principalement les services rapides (80% de grévistes en général) la manutention et les ateliers (95%). L'essentiel a consisté à bloquer le service rapide qui représente les 2/3 de l'actif de la maison Drouin sans que celui-ci puisse fermer : les résultats de quelques jours de grève en fin de première semaine eurent peu d'effet, en fin de seconde semaine ils empêchaient pourtant de prendre des marchandises nouvelles. A présent toutes les remorques sont pleines et les quais voient les colis non acheminés s'accumuler : la machine Drouin s'engorge.

Les difficultés ? elles sont nombreuses : une quarantaine de "grands routiers" affretés pour l'étranger par Drouin mais possesseurs de leurs camions et qui roulent jour et nuit (80 heures par semaine quand le règlement en prévoit 53) pour rembourser 30 millions d'emprunt (certains en arrivent à se mettre de l'eau de Cologne dans les yeux pour ne pas s'endormir)
- salaire de 2500 ou 3500,00 francs mais absents de chez eux de 1 semaine à quinze jours -

Peu conscients soit ! Mais la responsabilité de Drouin n'en est pas pour autant déchargée. Il sait par exemple qu'il vaut mieux faire appel à cette main d'oeuvre que de créer lui-même ses propres lignes car les transports grande distance seront à brève échéance regroupés par la S N C F qui en aura le monopole. N'ayant pas de camion sur ces lignes il ne risque rien. De toute façon ces chauffeurs sont une minorité.

Autre point : la dispersion du personnel aux quatre coins de la Bretagne ne facilite pas le travail des syndicats.

La grande difficulté reste l'intransigeance patronale qui se refuse à toute réunion commune avec à la fois les "voyageurs" et les "marchandises", et à reconnaître les avantages acquis comme tels. En effet la direction refuse d'exclure le 13^{ème} mois et la prime de juin, (qui représentent 60% du salaire mensuel) du salaire minimum exigé par les travailleurs. Ce serait une bonne opération pour Drouin que d'assimiler ces primes diverses au salaire de base car il pourrait se vanter de payer ses ouvriers selon les tarifs définis par les conventions collectives ce qui est loin d'être le cas.

Les autres revendications ont trait à la mensualisation, au droit syndical, à la prime du dimanche.

Quelques mots sur les conditions de travail :

▼ la modulation : le total des heures d'hiver étant moins important que celui des heures d'été et le salaire restant fixe tout le long de l'année, on comprend que le chauffeur doive quelques heures à son patron quand arrive l'été.

: avantage du système - salaire fixe

: inconvénient - après son service d'été déjà surchargé le chauffeur fera des heures supplémentaires de manutention.

- une amplitude de 14 heures : un exemple. Un chauffeur part de chez lui à 6 heures du matin, arrive à Nantes à 9 heures et se met à la disposition de Drouin jusqu'à 5 ou 6 heures. Il pourra rentrer ensuite chez lui. Qu'il travaille 6, 8, 12 heures il ne lui sera payé que 6 ou 8 heures.

- Pour certaines lignes le chauffeur ne peut rentrer dormir chez lui. Drouin a mis à sa disposition non des chambres individuelles comme à la S N C F, mais des dortoirs (La Madeleine) Comme le bruit est insupportable, il ne peut s'y reposer et préfère sa couchette.

▼ la ligne Nantes Lyon : Si le chauffeur veut respecter le protocole très strict qui fixe la vitesse du véhicule et son passage dans différentes villes il lui faudra de passer de manger ou trafiquer le mouchard ou encore avoir deux carnets de route pour tromper la surveillance policière ou de son patron.

Si le chauffeur refuse un tel service, ou bien on le mettra dans un autre et quelqu'un le remplacera.

Une journée nationale d'action est prévue le 18 juin en vue de poser fermement ces problèmes.

* POUR AVOIR OFFERT L'HOSPITALITE IL EST TRAINE DEVANT LE TRIBUNAL

En Août dernier, la F.D.S.E.A. dans le cadre de l'office Franco-Allemand pour la jeunesse, avait invité un groupe de jeunes ouvriers de Munich. Ces jeunes souhaitaient, pour mieux connaître notre région, rencontrer les gens qui travaillent et notamment des agriculteurs.

A la demande de la F.D.S.E.A., un agriculteur de la Chapelle sur Erdre : Joseph Potiron, mit à leur disposition un coin de prairie où ils allèrent installer leur camp pour 10 jours.

Au bout de 8 jours, la gendarmerie intervint pour contrôler l'identité des campeurs et signale à l'exploitant qu'il est en défaut. Il n'avait pas effectué de déclaration d'hébergement d'étrangers - obligation qu'il ignorait - il effectua alors cette déclaration.

En date du 8 février 1973, il reçoit une amende à payer. La F.D.S.E.A. prévenue envoya des lettres de protestation, au Maire de la Chapelle sur Erdre, en sa qualité d'Officier de Police Judiciaire, au Préfet, Au Président du Tribunal de police.

Elle invita Joseph Potiron à ne pas payer l'amende.

DES PAROLES ...

Dans sa réponse à la F.D.S.E.A., le Maire de la Chapelle précisait qu'il était "d'accord pour estimer que les échanges entre jeunes de pays différents doivent être encouragés".

Cependant, il insinuait : "Je crois savoir que certains jeunes, parmi ceux qui sont venus à La Chapelle sur Erdre, auraient quitté l'Allemagne sans le consentement de leur famille "

Insinuation fautive et gratuite dont on peut se demander la raison. En effet, la J.O.C. de Munich consultée alors, nous confirma le 9 avril 1973 " qu'aucun des jeunes ayant séjourné à la Chapelle ne quittèrent leur pays sans l'autorisation de leur famille".

...AUX ACTES

Depuis, Joseph Potiron est cité à comparaître devant le tribunal de police de Nantes, Palais de Justice, sous sol salle ouest, le 13 juin à 9H30 (séance publique).

Nous protestons contre de telles méthodes car nous constatons, une fois de plus la différence qui existe entre les déclarations officielles et la réalité. On ne peut être à la fois favorable aux échanges entre jeunes de Nationalités différentes et faire poursuivre ceux qui les accueillent...

Il est surprenant de voir ces "autorités" appliquer si strictement le règlement" pour une telle affaire, alors qu'en bien d'autres circonstances, de véritables délits dénoncés publiquement sont classés sans suite (interdiction de cumuk non respectée, destruction de récolte à Carquefou...)

Il apparaît une fois de plus que l'on cherche à discréditer un syndicaliste qui, en accord avec la F.D.S.E.A. a essayé de favoriser des rencontres qui sont importantes pour une meilleure compréhension entre les hommes quelles que soient leur nationalité ou leur profession.

POUR QUE LA JUSTICE SOIT PLUS JUSTE NE LAISSONS PAS LA REPRESSION NOUS FRAPPER
SANS REAGIR

- Quelques rappels historiques

- Création des Chantiers de l'Atlantique et Dubigeon-Normandie
Initialement, il existait 3 chantiers à St-Nazaire : les chantiers de Penhoët, les chantiers de la Loire (qui possédaient un autre établissement à Nantes), les chantiers de St Denis (autre établissement à Paris). En 1955-56, ils se regroupent pour constituer les C.A.

À la même époque, les chantiers Dubigeon de Nantes, les chantiers du Petit Quevilly (Rouen) et un tiers des chantiers de la Loire se regroupent pour constituer Dubigeon-Normandie.

En 1972, les C.A. absorbent les A.C.B. en totalité.

On remarque donc une activité intense du capital à se structurer par une meilleure recherche du profit.

- L'aventure de la S.M.P.A.

Elle est née en 1963-64 pour produire les moteurs P.A. (destinés à équiper les locomotives diesel, sous-marins, groupes électrogènes) qui initialement étaient produits par le secteur mécanique des C.A. qui avaient 3 secteurs à cette époque : le secteur mécanique, le secteur chaudronnerie, et le secteur naval. Officiellement, c'est une entreprise indépendante. D'où viennent les capitaux ?

Au niveau de l'emploi, les choses sont plus claires. En effet, sur les 1200, 1500 ouvriers, 1/3 vient directement des C.A. Comment ? "Un gars qui est ajusteur, on le met à un poste de perceur, sous prétexte qu'il n'y a plus de boulot. Puis quelque temps après on lui signale un poste d'ajusteur "pour lui rendre service" à la SMPA avec garantie d'avantages. De plus, il n'y a plus d'embauche pour les jeunes aux C.A., on les envoie à la SMPA". Donc très peu d'emplois nouveaux sauf quelques gars de Lyon, Nevers et surtout dans la maîtrise, sélectionnés dans des voites qui "crevaient", car Martin-Gousset, le nouveau patron est un jeune patron de choc qui veut faire marcher sa boîte à la baguette.

Des débrayages de la SMPA pour soutenir les ouvriers des C.A. en 67 entraînent des mesures de répression de la part de la Direction de la SMPA. En réaction, les ouvriers des C.A. déclenchent un mouvement de solidarité pour soutenir les camarades de la SMPA et occupent la boîte avec eux. C'est l'explosion de Mai 1967. F

Finalement, la SMPA réintègre le secteur mécanique des C.A. en 68-69. Pourquoi ce nouveau mouvement de capital ? "la SMPA n'était plus compétitive, en déficit... on déplace les ouvriers pour qu'ils soient plus productifs dans le nouvel atelier. Un beau jour, on dit au gars, tu n'es plus SMPA, tu es C.A.". Donc la restructuration du capital s'accélère, les travailleurs ne comptent pas plus que les machines, ils ont juste le droit d'être exploités!

- Les tribulations de Babcock

C'est le même scénario. Le Comte Pierre de la Lande de après avoir fait son beurre dans le coton, prend la présidence de Babcock et Wilcox, le premier fabricant français de chaudières industrielles.

Deux ans plus tard, il fusionne son entreprise avec le secteur chaudronnerie des C.A. Les deux mille ouvriers seront bien contents de l'apprendre.

Deux ans après, et poussé par la Banque de Paris et des Pays-Bas, il engage le processus de fusion avec Fives-Lille-Caille, gros fabricant d'équipement industriel et de Calan préside le holding. Babcock-Fives, société financière détenant les actions des 2 entreprises.

L'objectif de cette fusion est l'assemblage dans un atelier géant (Atlas) d'énormes chaudrons pour la chimie et surtout pour les centrales nucléaires. Babcock-Fives espère de mirifiques commandes de l'EDF. Mais face aux 2 géants Jeumont-Schneider et C.G.E, le "gros lot" échappe à Babcock. La régression des investissements dans la chimie et la pétrochimie entraînent une baisse des commandes de chaudronnerie générale, l'abandon de la filière atomique française au profit de la filière américaine, et l'absence d'accroissement de mécano = soudure et de chaudières marines.

LARZAC '73 informations extraites de "APL-paysans" et de "Vent d'Ouest".

-A-

Du 22 au 26 Aout : Une marche des paysans travailleurs sur le Larzac

Cet appel vient d'être lancé à l'ensemble des paysans, mais aussi à tous les groupes qui se sont battus et mobilisés sur les problèmes, posés par l'expansion du camp militaire du Larzac.

Cet appel a été discuté avec les paysans du Larzac et des ouvriers syndiqués de Millau qui lui apportent leur soutien.

Ces quatre jours seront ce que nous les ferons.

Ils doivent être une occasion de rencontres et d'échanges entre militants de toutes les régions, pour confronter leurs expériences, discuter de leurs bilans d'actions, se donner d'autres perspectives de lutte.

Ils peuvent être aussi le coup d'arrêt à la politique d'invasion militaire du Larzac.

" La résistance des paysans du Causse est efficace et de tous les instants. Mais sur un plan plus large, il faut donner une leçon au Pouvoir et surtout :

1. rompre publiquement avec le type de soutien apporté par la FNSEA et le CNJA qui pour le Larzac comme pour les autres problèmes paysans, soutiennent les 103 comme la corde soutient le pendu.
2. renforcer l'unité entre les paysans travailleurs de toutes les régions de France, entre l'ensemble des travailleurs qui mènent des luttes de plus en plus dures contre le capitalisme.

Tout ce que vivent aujourd'hui les paysans du Larzac, de façon spectaculaire, chaque région le vit de son côté.

Le système d'utilisation des sols fait que l'armée n'hésite pas à déposer les paysans du Larzac de leur outil de travail. Pareillement, chaque jour, la spéculation sur les sols se fait plus sensible. La répartition des terres se fait plus injuste.

Ce que vivent des paysans du Larzac, face à des sociétés qui vivent de leur travail, des producteurs de porcs, de lait, de vin, le vivent tous les jours.

Le Larzac, région colonisée, réservoir de main-d'oeuvre, soumise à un matraquage économique et culturel imposé par le système capitaliste centralisé, connaît les mêmes problèmes que la Bretagne, le Pays Basque, l'Occitanie, l'Alsace, etc.

Partout les paysans, les travailleurs, sont sous la coupe du capitalisme, mais aussi de l'armée qui est son bras séculier.

L'armée que nous dénonçons parce que c'est un bon lieu de préparation à la vie civile : prendre l'habitude d'exécuter les ordres, sans discussion ni murmure, découvrir l'importance d'une hiérarchie qui a toujours raison.

L'armée qui surtout est un moyen de répression contre le peuple et qui sert déjà à mater des révoltes populaires. Rappelons-nous les casernes mobilisées en Bretagne à la fin de la guerre du lait : rappelons-nous l'armée Anglaise entraînée sur le Larzac qui mâte le peuple Irlandais ; rappelons-nous le camp de Fontevrault où l'armée a reconstitué un village (avec même une église), pour s'entraîner au combat de rues !

L'armée et ses camps au service des marchands de canons. Pour continuer à les exploiter, il faut maintenir l'ordre dans les pays sous-développés dont les bourgeoisies sont nos plus gros acheteurs d'armement.

Se sentir mobilisés - Voilà pourquoi, il nous semble important que tous les groupes paysans travailleurs, de toutes les régions soient présents à cette marche sur le Larzac.

Dès aujourd'hui, il faut :

1. S'organiser pour diffuser cet appel ; y sensibiliser les paysans travailleurs, les ouvriers, les étudiants, tous ceux qui se sentent.../..

concernés parce que le Larzac, c'est aussi leur canton, leur usine, leur école. - 5 -

2. prévoir dès maintenant l'organisation locale pour la marche : remplacement de ceux qui partiront, contacts avec les départements voisins,...
3. rendre publique la souscription que nous ouvrons dès aujourd'hui pour financer cette marche.

NANTES : 7 Juin - meeting de soutien au Larzac

200 personnes ont répondu à l'appel du comité de soutien et ont participé à un meeting de préparation à la marche organisée à l'initiative des paysans travailleurs, sur le Larzac du 23 au 26 Aout. Seuls les habitants de Nantes avaient été invités.

Les principaux objectifs de la marche sur le Larzac ont été rappelés :

- Le Larzac nous concerne dans notre situation de travailleurs colonisés, dans notre situation de travailleurs exploités, dans l'usage des sols,
- au Larzac comme à Fontevault, l'armée étend ses camps dans des buts bien précis,
- les travailleurs sont concernés par l'extension des camps militaires
- l'armée est un moyen de répression contre le peuple,
- l'armée sert à embrigader la jeunesse.

Un ouvrier des Chantiers de Nantes explique que le Larzac concerne la réalité de la vie des travailleurs : l'exil vers les régions industrielles, le travail temporaire, les chefs sur le dos toute la journée, les CRS qui répriment les luttes. Le Larzac est une motivation supplémentaire de notre lutte qui est également internationale : les travailleurs des pays étrangers poussent les mêmes cris que nous et dénoncent les essais nucléaires français dans le Pacifique.

Quelques indications sur la marche ont également été précisées. Pour la Loire-Atlantique, le départ aurait lieu le vendredi 24 Aout à 8 H dans le sud du département, une jonction avec la Bretagne et la Normandie est prévue. L'itinéraire passera par Avon (rassemblement) - Brive (halte pour la nuit) - Millau où un meeting aura lieu avec la participation des ouvriers de Millau - veillée populaire le samedi soir sur le Larzac, chaque région apportant ses luttes et expériences l'aide de films, de chansons, de pièces de théâtre, de panneaux. Le Dimanche, un rassemblement est prévu en bordure de la RN 9 et une marche vers le village de la Blaquièrre au coeur de la zone concernée par l'expansion.

En conclusion, une mobilisation de toutes les personnes concernées est décidée. Des affiches, des autocollants, un numéro spécial de Vent d'Ouest "Larzac" seront disponibles au CDJA - 46 Bis, rue des Hauts Pavés - Nantes - 71-75-85. Chacun doit dès à présent participer à la campagne de mobilisation.

MILLAU : Après un nouvel attentat contre le commissariat, les paysans du Larzac réaffirment leur opposition à la violence et se posent quelques questions - A Millau, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24, vers minuit, un puissant explosif a été lancé dans la cour du commissariat. Les dégâts semblent importants, le sol et les murs sont lézardés et le portail d'un garage est soufflé. Si l'on en juge par la signature laissée sur les lieux, cet acte serait dû au groupe : "Résistance, Action Larzac". C'est le 2° attentat en 15 jours contre le commissariat.

Le lendemain à 9h 30, à l'endroit où sont logés les CRS, des employés de la mairie auraient trouvé sur une fenêtre un explosif dont la mèche était en partie consumée mais qui n'avait pas explosé.

A la suite de ces événements, le Préfet, qui inaugurerait la foire exposition à Millau, où les paysans du Larzac ont d'ailleurs un stand, s'est cru autorisé à dénoncer les agriculteurs du Larzac qui brandissent le jour des pancartes non violentes et la nuit manient les explosifs. Les paysans du Larzac ont réagi très fermement à cette déclaration. Ils ont des doutes sur l'identité des responsables de ces actes de violence et pour leur part considèrent qu'ils ne peuvent que les desservir auprès de la population de Millau.

NOUS NE LAISSERONT PAS L'ARMEE EXPULSER LES PAYSANS DU LARZAC.

Le 22 août les Paysans Travailleurs entameront, à partir des différentes régions, des marches qui les mèneront sur le plateau du Larzac le soir du 25 août; avec eux viendront des travailleurs qui sur leurs lieux de travail vivent des problèmes analogues.

Depuis deux ans la résistance des Paysans du Larzac à l'extension du camp militaire est devenue un exemple de la lutte menée par les paysans pour conserver leur outil de travail le sol, face aux tentatives d'expropriation dont ils sont l'objet de la part de l'armée, des spéculateurs, des cumulards.

Au cours de la guerre du lait, des luttes contre l'expropriation (Naussac, autoroute du Roussillon), pour la répartition collective du sol, des luttes contre les firmes capitalistes (laiteries, vins, aliments du bétail, ...) des Paysans s'affirment en tant que travailleurs luttant contre leur exploitation de plus en plus directe par le capital.

Les Paysans Travailleurs rejoignent en cela les luttes ouvrières auxquelles ils apportent leur soutien (ex: Joint Français). Ils rejoignent le combat des jeunes qui refusent leur enrégimentement par l'armée.

L'importance de cette marche est très claire: Première manifestation nationale des Paysans Travailleurs, elle doit, par son ampleur, intervenir de manière décisive dans le rapport de force existant entre le pouvoir et les Paysans du Larzac.

Outre le soutien politique qu'il implique, le succès de cette marche dépend fortement du soutien matériel qui pourra être apporté aux Paysans Travailleurs pour faire face aux frais engagés (meetings, matériel de propagande, journal "Vent d'Ouest" spécial, etc...). Ne disposant d'aucune ressource qui permette de les couvrir, le mouvement Paysans Travailleurs lance une souscription.

Envoyer chèques bancaires ou postaux à : "Vent d'Ouest" B.P. 1141
46 bis rue des Hauts Pavés
avec au dos des chèques la mention : 44000 NANTES
Marche du Larzac.

LES 103 du Larzac : nous garderons le Larzac

Nous nous félicitons de la décision prise par les Paysans- Travailleurs d'organiser une marche sur le Larzac à la fin de l'été et nous y donnons notre plein accord. En effet, à mesure que la lutte au Larzac se prolonge et s'amplifie, une véritable montée de conscience s'est effectuée parmi nous.

- conscience de n'être soutenus par le syndicalisme agricole officiel que dans la mesure où nous ne sommes pas trop gênants et que nous ne mettons pas réellement en cause les décisions gouvernementales à notre sujet (extension du camp), nous sommes trahis au niveau national.
- conscience qu'au Larzac, nous défendons plus que notre terre comme outil de travail, que nous sommes en lutte contre l'Armée au service de la classe bourgeoise dirigeante (répression, briseur de grèves) ;
- contre quelques capitalistes marchands de canons ;
- contre l'utopie d'une armée moderne et qui est archaïque par rapport aux super grands
- contre la force soi-disant de dissuasion et qui n'est que ridicule et dispendieuse ;
- contre l'Etat centralisateur dont les décisions dites d'utilité publique vont à l'encontre de l'intérêt des régions et spécialement des plus défavorisées.

De plus en plus, nous prenons conscience de ce que notre lutte rejoint celle de tous les travailleurs pris dans l'engrenage d'un système basé sur le seul profit :

- du paysan écrasé d'emprunts dont la terre, son premier outil de travail, risque de lui échapper à tout moment ;
- de l'ouvrier enchaîné à une entreprise dans la gestion de laquelle il n'a aucune part et qui est bien souvent soumis à une cadence de travail inhumaine.

Nous avons conscience également d'être les défenseurs d'une certaine qualité de vie en gardant nos terres pour la vie et non pour la mort - unis avec tous les travailleurs. Nous garderons le Larzac.

(Vent d'Ouest)

Le projet Tournier, s'il doit être adopté, marque un premier recul du gouvernement avec l'abandon de l'extension dans la zone ouest. Par ailleurs, les propriétaires concernés par l'extension ont reçu une proposition de cession à l'amiable. Mais les agriculteurs, en renvoyant leurs livrets militaires, ont montré leur décision de poursuivre le combat sans transiger.

M. Tournier indique dans son texte : "Cette formule me semble la seule susceptible de vider l'abcès de façon définitive tout en conciliant les impératifs militaires et les souhaits régionaux". (...)

"La zone Nord/Nord-Est servirait de réceptacle de tir et de champ de manoeuvre." - "La zone extrême Sud servirait de base de batteries pour l'artillerie et de champ de manoeuvres." - "Entre la zone extrême Sud et le camp agrandi, seraient aménagés des axes permettant aux blindés de se déplacer sans se déployer sur le terrain".

Les militaires feraient des acquisitions à l'amiable dans toute la région et les regrouperaient sous couvert de "restructuration foncière".

La zone "B" compte les exploitations jugées les plus rentables.

LARZAC : Construction d'une bergerie sauvage sur le Gausse

C'est le dimanche 10 Juin, jour de la Pentecôte, que les paysans du Larzac devaient poser la première pierre de la bergerie de M. GUIRAUD, à la ferme de la Blaquière. Rappelons, cf APL PAYSANS 19, que Mr GUIRAUD avait prévu la construction de cette bergerie depuis longtemps mais que l'enquête d'utilité publique sur le projet d'extension du Larzac ayant bloqué la délivrance des permis de construire il n'avait pu le faire. Les paysans du Larzac ont décidé de prendre en charge collectivement sa construction ; ils entendent, par cet acte illégal, montrer qu'ils sont déterminés à réaliser leurs projets d'avenir, même si ceux-ci sont contradictoires avec ceux de l'armée.

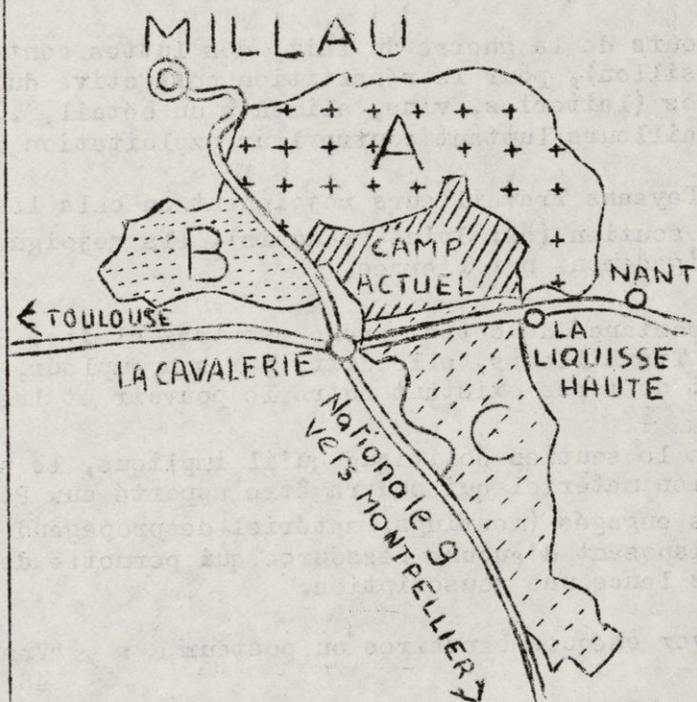
La CFDT de Millau solidaire

La CFDT tient à redire d'une part son opposition à l'extension du camp, et d'autre part sa détermination de travailler avec tous ceux qui jugent et analysent comme elle la gravité de la situation pour la changer.

Il n'est jamais trop tard pour défendre les causes justes.

La CFDT de Millau, Ste Afrique apporte son soutien à la marche des Paysans-travailleurs sur le Larzac, ainsi que le Comité Millavois de défense du Larzac (qui regroupe toutes les organisations de travailleurs de la région). Ils appellent la population locale à se joindre aux paysans les 25 et 26 Aout.

le projet Tournier



- zone A : extension maintenue.
- zone B : n'est plus concernée par l'extension.
- zone C : servitudes sans expropriation.

LA LUTTE DES PAYSANS DU LARZAC CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS

Tous les jours, les petits paysans découvrent qu'ils ne sont pas de petits patrons indépendants, sur leurs exploitations, mais qu'ils dépendent de plus en plus des firmes capitalistes, des banques (crédit Agricole) et qu'ils sont victimes des cumulards qui s'accaparent le sol. L'armée , le plus grand propriétaire foncier de France, veut prendre les terres qui font vivre 103 familles de paysans au Larzac. Mais ceux ci, comme en loire Atlantique, luttent pour garder leur outil de travail : le sol.

AU LARZAC COMME A FONTEVRAULT L'ARMEE ETEND SES CAMPS DANS DES BUTS BIEN PRECIS:

L'armée veut des camps assez vastes pour expérimenter les engins de guerre vendus aux bourgeoisies étrangères (Brésil, Grèce, Portugal, Afrique du Sud ...) qui luttent contre les révoltes paysannes, ouvrières ou étudiantes.

Au Larzac les troupes anglaises s'entraînent sur le camp pour réprimer les luttes populaires en Irlande.

TOUS LES TRAVAILLEURS SONT CONCERNES PAR L'EXPANSION DE CES CAMPS MILITAIRES où s'entraînent les troupes qui iront briser leurs grèves.

A Paris, les éboueurs en grève sont remplacés par les militaires (un appelé ayant refusé de conduire un camion est mis en prison ...)

Plus récemment, le pouvoir a, au mépris des vies humaines (96 morts à la Planche) remplacé les aiguilleurs du ciel en grève, par les militaires.

L'ARMEE sert donc à défendre le système capitaliste qui provoque le chômage. Dans la région du Larzac , comme dans notre région, les ouvriers sont victimes des licenciements :

- A Babcock aux Batignolles on réduit progressivement le nombre d'emplois licenciés.
- Amieux et Moreau ferment : plusieurs centaines d'ouvriers sont

- Et les paysans victimes des firmes capitalistes et du Crédit Agricole refusent d'être un réservoir de main d'oeuvre dont se sert le capitalisme pour faire pression sur les salaires.

L'ARMEE EST ALORS UN MOYEN DE REPRESSION CONTRE LE PEUPLE

- En mai 68 les troupes sont mises en état d'alerte...
- Pendant la "guerre du lait" en Bretagne, l'armée mobilisée est prête à intervenir contre les paysans.

L'ARMEE SERT A EMBRIGADER LA JEUNESSE

Elle apprend aux jeunes à obéir sans discuter : plus tard, il faudra obéir au patron, au contremaître, au supérieur hiérarchique, sans discuter.

Nous refusons la militarisation du pays, la main-mise militaire ou capitaliste sur les sols, nous refusons l'expropriation arbitraire et la déportation .

La Bourgeoisie veut briser nos luttes, RIPOSTONS TOUS ENSEMBLE!

C'est pourquoi à l'initiative des paysans - travailleurs, nous marcherons sur le Larzac les 24, 25, 26 août pour préparer cette marche sur le Larzac.

(St-Nazaire : Babcock-Atlantique - suite)

Or le travail ne manquerait pas pour faire fonctionner Babcock, d'ailleurs les C.A. continuent la fabrication des chaudières marines, des réchauffeurs d'air pour l'EDF, de bâtis, de carters etc.

Les ingénieurs de Babcock ont déclaré que les devis ont été majorés de 20 % par la direction de Paris pour décourager les clients. Malgré cela, les commandes pour l'année s'élèveraient à 400 millions et l'année 73 serait meilleure que 72. Plutôt que de travailler en petit, Babcock préfère mettre sa combine en sommeil en attendant des jours meilleurs.

Babcock n'abandonne pas ses visées nucléaires pour l'avenir et envisage un accord de 15 ans avec la C.G.E. Au contraire, profitant de la conjoncture, il réalise une opération qui a pour but d'alléger au maximum les frais généraux pour se placer en tête dans la prise d'un futur marché. Dans ce type d'opération, le capital s'en tire toujours, ce sont les travailleurs qui en font les frais.

. Situation présente.

Pour l'instant, la direction fait peser l'incertitude sur l'avenir des travailleurs, cherche à les décourager, à les dégouter et à les faire partir d'eux-mêmes. Dans ce domaine, rien ne sera réglé avant la rentrée de septembre.

En guise de conclusion, il faut dire que la situation de Babcock est loin d'être exceptionnelle. D'autres aventures du même genre sont en cours comme Jouan-Quétin S.E.M.M. etc. Il y a 10 ans, il y avait 10 000 emplois aux Chantiers de l'Atlantique; aujourd'hui, ce total ne dépasse pas les 7 000.

/ ST-ETIENNE DE MONT LUC : manifestation des paysans mercredi 13 /

(voir APL 34 & 35) Suite aux violences de Babin, prête-nom de marchands de bestiaux, dans l'affaire de St-Emilien de Blain, la FDSEA et les syndicats locaux appellent à un rassemblement à St-Etienne de Mont-Luc place du Champ de Foire à 10 h. mercredi 13.

Dans un tract, ils déclarent : "Babin et ses complices ont utilisé la violence la plus répugnante : armés de fourches et d'un fusil, ils ont en pleine nuit brutalisé un responsable du syndicat de St-Emilien".

Barbin et ses complices passent donc devant le tribunal correctionnel de St-Nazaire le 13 juin. C'est pour cela qu'un rassemblement est organisé, et aussi "pour manifester la volonté de ne pas en rester là dans la poursuite de notre action".

n o u v e l l e s b r è v e s

- Angers : 800 jeunes ont participé au premier rassemblement régional du M.R.J.C. Ils ont notamment dénoncé les DEUG et la condition des O.S.

Angers : deux objecteurs entament leur 2^e semaine de grève de la faim. Dimanche, ils ont reçu la visite de solidarité du comité Larzac-Fontevraud.

Politique-Bretagne rappelle ses difficultés financières. La parution sera suspendue pendant l'été. Si l'action de soutien entreprise aboutit, il reparaitra à l'automne avec une formule nouvelle qui aura été discutée pendant l'été.

Animation : L'équipe de la Chapelle passe l'animation à l'équipe de Derval. Il en résulte que le numéro pour faire remonter l'information devient le 144 à Derval (Joël Bouchet, le Boschet, Derval.)

- A ce sujet, quelques remarques. Beaucoup d'informations ne remontent pas, et pour la plupart, il faut aller les chercher à la Chambre. Il est donc important de s'appuyer sur le canton d'animation.

- Beaucoup de gens ne se sont pas encore abonnés à l'A.P.L.; si on compte continuer à utiliser ce moyen pour faire circuler l'information, il faudra donc y remédier.

Vent d'Ouest.

Il y a beaucoup d'abonnements qui sont arrivés à terme depuis un certain temps. Il faut donc intensifier la campagne d'abonnement et de réabonnement. Certains participants au groupe n'ont pas encore refait le leur.

-La vente militante : Il faut que chaque militant prenne l'habitude de diffuser VENT D'OUEST et chaque fois qu'il le peut ; toutes les manifs, vente à la criée ; aux réunions, sur une table avec une feuille rappelant le prix.

LARZAC

Mercredi se tenait à Blain une réunion "Grand Ouest". En voici quelques éléments

- Objectifs de la marche :

La marche sur le Larzac doit permettre en même temps, et à condition d'être efficace sur le problème précis du Larzac, de faire connaître P.-T. Elle permet en même temps de donner plus d'ampleur aux luttes anti-capitalistes menées dans les régions. Sur le problème précis du Larzac, l'objectif concret c'est : "NON A L'EXPROPRIATION DES 103".

- Pendant la marche, il nous faudra en garder le contrôle, parer aux débordements, récupérations, provocations, et rester "offensifs", c'est-à-dire ne pas tomber dans l'excès des manifs avec un Service d'Ordre intransigeant.

- La mobilisation doit se faire autour des axes de leuut sur le terrain, les mots d'ordre restant ceux contenus dans le texte d'appel.

- Un certain nombre de matériel de mobilisation va être mis en place : affiches bandeaux, VENT D'OUEST spécial, auto-collants. Une première série d'affiches est déjà disponible en L.-A. Il est donc important de les mettre en oeuvre.

- Une souscription est ouverte pour parer aux frais entraînés par la marche.

- Déroulement : (prévoir camping et repas par groupe.)

- Pour la L.-A., regroupement à 8 heures le vendredi 24 aout dans le sud du département (endroit à préciser). Nous serons rejoints par les départements bretons.

- Vendredi à 11 heures : second point de ralliement à Avon entre 11 h. et 14 h. Meeting à Avon (camp militaire) et pique-nique.

- Vendredi soir, couchage vers Brive - camping.

- Samedi 12 heures : concentration sur Millau.

- Veillée sur le Larzac. Grande fête populaire avec films, pièce de théâtre, chanteurs.

- Dimanche : stands d'expression des luttes de chaque région. Programme à préciser.

